

# SOUTIEN AU PEUPLE YUKPA EN DANGER D'EXTINCTION À CAUSE DE L'EXPLOITATION MINIÈRE DU CHARBON EN COLOMBIE

Paris, France, le 22 Février 2024,

Cher Monsieur le Président Gustavo Petro Urrego,

Chère Madame María Susana Muhamad González,

Nous vous écrivons, des organisations des Droits de l'Homme, des partis politiques, des mouvements sociaux, des collectifs locaux, d'activistes environnementaux et des citoyens de différentes villes en France, pour exprimer notre profonde inquiétude concernant la situation actuelle à laquelle est confrontée le peuple autochtone Yukpa en Colombie.

Nous avons eu l'honneur d'accueillir une délégation de leaders et d'autorités autochtones du peuple Yukpa de Colombie, notamment Esneda Saavedra, la conseillère nationale actuelle aux droits de l'homme et à la paix de l'Organisation Nationale Autochtone de Colombie (ONIC). Ils ont décidé de quitter leur terre dans la Serranía del Perijá en raison de la situation humanitaire insupportable à laquelle ils sont exposés depuis plusieurs années.

Le peuple Yukpa, classé en danger imminent d'extinction par la Cour constitutionnelle colombienne depuis 2009, est au bord de l'extinction en raison de la perte de 85% de son territoire, dont il dépend structurellement pour sa survie. Cette situation critique est principalement causée par des sociétés multinationales telles que Drummond et Glencore qui pratiquent l'exploitation minière du charbon dans leur territoire ancestral sans consultation préalable, violant ainsi leur droit fondamental au consentement libre, préalable et éclairé. Ces sociétés ont également détourné des rivières cruciales nécessaires à la subsistance de la communauté, incité à la violence paramilitaire et contribué à la prévalence des maladies respiratoires. De manière choquante, environ 40 enfants perdent la vie chaque année à cause de cela, sans qu'aucune responsabilité légale ne soit engagée.

Malgré l'existence d'une décision de la Cour constitutionnelle colombienne (Sentencia T-713 de 2017), obligeant le gouvernement colombien à délimiter les terres ancestrales du peuple autochtone Yukpa, ce qui pourrait potentiellement représenter une avancée significative dans la résolution de leurs problèmes, les gouvernements colombiens successifs ont refusé de s'y conformer.

Monsieur le Président de la Colombie Gustavo Petro, en tant que partie de la société civile en France, nous souhaitons exprimer notre profonde préoccupation concernant la grave situation humanitaire à laquelle est confronté le peuple autochtone Yukpa. Étant donné que votre gouvernement s'est engagé à atteindre la PAZ TOTAL, nous vous envoyons cette lettre pour vous inviter à vous conformer à la Sentencia T-713 de 2017 de la Cour constitutionnelle. Sans cela, le peuple autochtone Yukpa ne pourra jamais atteindre la paix tant attendue.

Nous attendons avec impatience votre réponse rapide et nous vous remercions de votre volonté de vous conformer à la décision mentionnée précédemment.

Le peuple autochtone Yukpa a tout notre soutien en France.

Sincèrement,

**Organisations (associations, mouvements, collectifs, syndicats, partis politiques,...)  
signataires de la lettre adressée à l'ambassadeur de Colombie :**

- Action populaire en marais poitevin
- ADAMVM (Association pour la Dépollution des Anciennes Mines de la Vieille Montagne) Gard
- Agora des Habitants de la Terre
- Alternatiba Rennes
- Alternatives - Projets miniers
- Amis de la Terre-Poitou
- APIEEE (Association de Protection, d'Information et d'Études de l'Eau et de son Environnement - 79)
- Association AIIRE romans
- Association des familles victimes du saturnisme (AFVS)
- Association Gratte Papiers
- Association "Liberté au Tibet"
- Association OzACTES - Quimperlé (29)
- Association St Hilaire durable
- Association Stop Mine Salau
- Association Stop Mines 23
- Association SystExt
- Attac-Artois
- Attac 33
- Attac France
- Châtelleraut L'Insoumise
- Citoyennetés pour la paix en Colombie
- CNT-STAF29
- Collectif action climat 41
- Collectifs Bassines Non Merci
- Collectif Eaux à gué
- Collectif Eau 88
- Collectif Eau bien commun canton de Fécamp
- Collectif Intercommunal pour le retour en régie publique de l'eau sur Manosque et la DLVA
- Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY
- Collectif Marie Monique Robin, Festival ça Marche Parthenay (79)
- Coordination Eau Bien Commun France
- CRID
- CRIIRAD
- CSIA (Comité de solidarité avec les indiens des Amériques)
- Eau Secours 62
- Emmaüs International
- Extinction Rebellion Annecy
- Extinction Rebellion Bordeaux
- Extinction Rebellion France
- Extinction Rebellion La Rochelle
- Fondation Danielle Mitterrand
- Fondation Un monde par tous
- Forum civique européen France et coopératives européennes longo mai.
- France Amérique Latine
- ICRA International (Association)
- Il Est Encore Temps Bordeaux
- Inter-comités locaux des Soulèvements de la Terre en Île-de-France

- In to water
- Les femmes de l'île
- Les Soulèvements de la Terre
- Maison du peuple en Colère
- Maiouri Nature Guyane
- Mouvement National de Lutte pour l'Environnement - Réseau Humanité et Nature
- ONG Envol vert
- Protection de l'Environnement de Sarrant
- Révolution Écologique pour le Vivant
- Ritimo
- Section PCF Thouarsais
- Solidaires 79
- Solidaires 85
- Stop Fessenheim
- Syndicat SUD santé sociaux 74
- Union Syndicale Solidaires
- USAC CGT

**Personnalités du monde intellectuel, culturel & politique, signataires de la lettre adressée à l'ambassadeur de Colombie :**

- Gabriel Amard, député LFI-NUPES du Rhône
- Ségolène Amiot, députée LFI-NUPES de Loire Atlantique
- Lisa Belluco, députée Écologiste-NUPES de Vienne
- Jean-François Coulomme, député LFI-NUPES de la Savoie
- Philippe Descola, anthropologue
- Geneviève Garrigos, élue conseillère de Paris - Groupe Paris en commun
- Sébastien Rome, député LFI-NUPES de l'Hérault
- Françoise Vergès, politologue et militante féministe décoloniale